



**NOTES POUR UNE ALLOCUTION  
DU MAIRE DE MONTRÉAL  
MONSIEUR GÉRALD TREMBLAY**

**FORUM SUR LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT  
SIEGE DES NATIONS UNIES - ECOSOC  
NEW YORK, 1<sup>ER</sup> JUILLET 2008**

**Seul le discours prononcé fait foi**

(Salutations d'usage)

À titre de vice-président de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) et de maire de Montréal, je suis très heureux de participer à cette réunion de haut niveau.

Je suis personnellement interpellé et à la fois très encouragé par le défi que représente l'aide au développement et l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Déjà le très honorable Lester B Pearson (14<sup>e</sup> premier ministre du Canada qui a reçu en 1957 le prix Nobel de la paix), alors qu'il présidait de 1968-1969 la Commission d'étude sur le développement international à la demande de Robert McNamara, président de la Banque mondiale, disait : «J'ai accepté parce que je crois qu'il n'y a pas de problème plus important pour l'avenir du monde». 40 ans plus tard ces questions ont toujours leur importance.

Mais cette atteinte des OMD commande à la base que la paix dans le monde puisse se réaliser, elle comporte également deux prérequis :

1. le respect de la dignité et la valeur de l'être humain;
2. la justice pour tous.

Je suis encouragé lorsque je lis qu'il est possible de mettre fin à l'extrême pauvreté dans le monde comme le démontre le livre de Jeffrey Sachs, *The End of Poverty*, alors qu'il souligne que tout est possible lorsque le premier barreau de l'échelle est franchi. Cependant, Jeffrey Sachs, principal conseiller de l'ancien Secrétaire des Nations Unies, Kofi Annan, sur la question des OMD, n'a jamais mentionné dans son livre l'apport essentiel des villes sur cette question.

Pourtant, les villes jouent un rôle essentiel à divers niveaux qui se rattachent aux OMD et travaillent au sein de forums pour partager les informations et les bonnes pratiques depuis des années. On a qu'à penser à:

1. City Alliance qui, à l'initiative de Seattle, a pu réunir plus de 900 maires de villes américaines autour de la question des changements climatiques alors que les États-Unis n'ont pas ratifié l'Accord de Kyoto;
2. la Fédération Canadienne des Municipalités qui travaille depuis les quinze dernières années sur la question de la coopération, notamment en matière de gouvernance et d'amélioration des infrastructures;
3. C-40 qui réunit de grandes métropoles autour de la question des changements climatiques avec une concentration de ses activités à Londres et New York;

4. l'Association internationale des maires francophones qui travaille également sur les questions de coopération et, plus particulièrement, sur la gouvernance, le financement de la coopération internationale et les relations états/villes-décentralisation;
5. Metropolis qui travaille depuis les dernières années à l'établissement d'une banque des villes;
6. le Forum des maires sur les changements climatiques, sur la diversité biologique (à Bonn s'est tenue la deuxième Réunion internationale des villes à ce sujet), ICLEI (Afrique du Sud);
7. et enfin, l'Association internationale des maires pour la paix (avec à sa tête le maire d'Hiroshima).

Toutes ces initiatives sont regroupées, d'une manière ou d'une autre, sous CGLU afin que les autorités locales puissent parler d'une seule voix, entre autres auprès des Nations Unies.

Les efforts des villes se sont poursuivis. En septembre 2005, il y a eu la campagne de sensibilisation des villes sur l'atteinte des OMD, «2015: Plus d'excuse ! Le monde doit être meilleur».

During the same year, a delegation of UCLG met in NY with the UN Secretary General, Mr Kofi Annan, and the result were the recognition of the role of local authorities and of organizations of civil society in the fight against extreme poverty.

The cities are working together towards those goals. They understand that practical measures are needed in a short timeframe. To do so, they exchange information, best practices through networks such as UCLG. They also resolved in 2006 at the UCLG World Council that they will take concrete actions designed to public raised awareness of the importance of the MDG's but also they resolved to enter into strategic partnership to accompany cities of the developing world on the road of economic growth with transfers of technology and knowledge in the areas of governance and public services.

Les villes ont également reconnu lors du Troisième Forum urbain mondial (UN Habitat), qui a eu lieu à Vancouver (en juin 2006 : Table ronde des maires dont le thème était *Les administrations locales à un carrefour : se rapprocher des Objectifs du Millénaire pour le développement grâce à l'innovation et à l'action locale*), que tous ces efforts devaient s'inscrire dans une approche intégrée, dans un partenariat global si nous voulions être en mesure de vraiment faire une différence.

Lors de ce Forum, nous avons également eu l'occasion de rencontrer la vice-présidente de la Banque mondiale, madame Kathy Sierra, qui a donné son appui quant au financement des villes dans le cadre de projets d'aide au développement.

Par la suite, nous avons rencontré le président de la Banque mondiale afin de faire reconnaître le rôle direct que peuvent jouer les villes dans l'aide au développement notamment lorsqu'elles réalisent des partenariats stratégiques.

Pour atteindre ces objectifs, chaque acteur doit être une partie de la solution. Tel que le rappelait le président élu du Conseil économique et social, M. Mérorès : «Nous ne serons en mesure de répondre aux attentes placées dans le Forum pour la coopération au développement que si tous les acteurs du développement y participent activement». Le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-Moon, mentionnait également au sujet des OMD que nous devons être en mesure de dire que nous avons fait tout ce qui était possible de faire pour réaliser les OMD.

Le Secrétaire général des Nations Unies mentionnait également que bien que des progrès aient été enregistrés depuis le Sommet du Millénaire en 2000 (ex. : entre 1990 et 2004 le nombre de personnes vivant dans la pauvreté absolue est passé du tiers de la population mondiale à un cinquième), il reste encore beaucoup à faire, car il y a encore et toujours plus d'un milliard de personnes sur la planète qui demeurent en situation d'extrême pauvreté ou encore qui ne sont pas en mesure d'obtenir une éducation primaire.

Je souhaiterais vous faire part d'un exemple concret démontrant l'implication des villes quant à l'atteinte des OMD : L'entente de coopération 2008-2013 signée en décembre dernier entre Montréal et Port-au-Prince, capitale d'Haïti. Nous avons mis en place tout un processus menant à ces actions concrètes.

Tout d'abord, cette entente s'appuie notamment sur la mobilisation de la communauté haïtienne montréalaise, qui compte plus de 130 000 personnes, qui a tenu ses États généraux en 2007. Vous pouvez d'ailleurs consulter le site internet [www.conacoh.ca](http://www.conacoh.ca) pour plus de détails ou pour consulter le Plan stratégique 2007-2012.

La communauté haïtienne a choisi de travailler à Montréal sur certains axes particuliers, soit :

1. assurer la réussite scolaire en prévenant le décrochage scolaire;
2. en stimulant l'insertion professionnelle;
3. en facilitant l'insertion sociale;
4. en combattant la délinquance et la criminalité.

Tout en étant mobilisée sur des questions similaires avec Port-au-Prince, c'est aussi la mobilisation de nos experts professionnels à la Ville.

Cette entente verra à renforcer la gouvernance et ainsi améliorer les services offerts aux citoyens.

Pour réaliser ce formidable chantier, il faut s'assurer d'un dialogue franc et ouvert avec l'État haïtien. Une première rencontre a eu lieu avec le président Préval lors de son passage à Montréal en mai 2006. Ensuite, une seconde rencontre en avril dernier a eu lieu lors de ma mission à Port-au-Prince. Le maire Jason et moi avons rencontré le président Préval qui nous a assuré de son appui. Il a fait part de sa préoccupation quant à la sécurité, soit les kidnappings. Comme il s'agit d'échanges ouverts et directs, Montréal a offert son aide grâce à la cinquantaine de policiers présents à Haïti (dans le cadre de la mission de la MINUSTAH).

Voici quelques ingrédients militant en faveur du succès de ce chantier :

1. Premier maire élu depuis les dix dernières années par démocratie participative, Muscadin Jean Yves Jason;
2. Unité des ONG montréalaises et locales ainsi que de la société civile où la ville de Montréal joue le rôle d'intégrateur;
3. Appui de l'ambassadeur du Canada à Haïti, Claude Boucher;
4. Appui de la gouverneure générale du Canada, madame Michaëlle Jean;
5. Appui du gouvernement du Québec;
6. Orientations prises par le gouvernement canadien en priorisant l'aide pour les Caraïbes (ACDI);
7. Appui du président Préval;
8. Appui des maires des communes haïtiennes environnantes.

Les actions prioritaires pour y arriver sont élaborées dans le cadre du Protocole de coopération et du Plan d'action 2008-2013, plus particulièrement pour 2008, nous débuterons les actions suivantes:

1. l'amélioration de la perception des revenus (ce qui implique des interventions dans le domaine du cadastrage, de la géomatique et de l'adressage);
2. le renforcement de la gouvernance et des institutions (par l'entremise de transferts d'expertise dans le domaine notamment de l'informatique et du capital humain);
3. la revitalisation du quartier Cité l'Éternel - nous sommes à établir un projet pilote de relocalisation d'une partie de la population afin d'avoir une intervention durable et préventive.

Beaucoup d'autres villes posent des gestes semblables. Si l'on multipliait par 1000 des efforts tels que ceux-ci, l'impact serait exponentiel.

Pour ce faire, c'est plus qu'une simple reconnaissance des efforts réalisés par les villes ou une reconnaissance, ad hoc, lors de forums spécialisés, il s'agit de reconnaître les villes comme de véritables partenaires de la coopération au développement tant au plan national et qu'international, notamment quant à la mise en œuvre de la Déclaration de Paris.

Les villes doivent être parties prenantes aux discussions, en amont comme en aval, à l'image de ce que nous sommes à réaliser aujourd'hui. Les autorités locales doivent donc être consultées en amont et faire parties du «Advisory Board of the Development Cooperation Forum».

Les villes doivent pouvoir bénéficier d'un statut au même titre que l'Union interparlementaire, car nous sommes également des élus. C'est 1,6 million de personnes qui ont choisi de m'élire au suffrage universel.

Si les villes ne font pas parties des processus décisionnels, du suivi et de l'évaluation des gestes posés, nous continuerons le dédoublement des actions, le manque d'intégration et la perte d'efficacité.

Ce partenariat doit être global (ONG, gouvernement local, régional, national, institutions financières, société civile). Il doit aussi être durable, transparent et être constamment entretenu par le biais d'une structure permanente de dialogue.

Enfin, les autorités locales doivent pouvoir compter sur une aide suffisante tout en étant en mesure d'administrer elles-mêmes cette aide.

Je terminerai en citant à nouveau Lester B Pearson, alors qu'il défendait la manière dont il voyait la coopération internationale et en particulier les Nations Unies :

« Nous vivons une époque de troubles, de tension et de violence, mais aussi une époque de progrès et de réalisations remarquables. Notre monde promet une vie bien meilleure pour tous les hommes ou la disparition de la vie pour toute l'humanité. Quelle en sera l'issue? » Nous étions alors en 1969!

I will conclude by saying: «Time is of the essence» we must act now. Cities can do more through UCLG if we are recognized as true partners for a better world to live in.